

## LE MONDE DES MILITANTS D'EXTRÊME DROITE EN BELGIQUE, EN FRANCE, EN ALLEMAGNE, EN ITALIE ET AUX PAYS-BAS<sup>1</sup>

**Bert KLANDERMANS, Annette LINDEN, Nonna MAYER**

*À partir d'une enquête comparative menée à l'aide d'histoires de vie dans cinq pays (Allemagne, Belgique, France, Italie, Pays-Bas), auprès de militant(e)s d'extrême droite, cet article montre que le trait commun, qui structure leur identité politique, est la stigmatisation dont ils font l'objet. Prenant l'exemple des Pays-Bas, où celle-ci atteint son paroxysme, les auteurs montrent comment les stratégies de réponse des militants, qui vont de la négation au retournement du stigmate, varient en fonction de leurs trajectoires d'entrée dans le mouvement, selon qu'elles sont vécues sur le mode de la continuité, de la conversion ou de la dépendance.*

L'Europe de l'Ouest, depuis les années 80, est confrontée à un changement politique majeur, la percée électorale des partis de droite extrême ou radicale comme le Front national français, le *Vlaams Belang* (ex *Vlaams Blok*) flamand, le FPÖ autrichien ou l'*Alleanza nazionale* italienne. Si l'électorat de ces partis a été très largement étudié, ce n'est pas le cas des militants à quelques rares études près comme celles d'Ivaldi<sup>2</sup>, Orfali<sup>3</sup> ou Bizeul<sup>4</sup> en France ; van Donselaar<sup>5</sup> en Hollande, Maraffi en Italie<sup>6</sup>. Alors que la capacité de ces partis à attirer des adhérents et à les garder conditionne pourtant

1. Ce texte est une version remaniée de la communication sur "Through The Magnifying Glass : The World of Right Wing Extremism (Belgium, France, Germany, Italy, The Netherlands) présentée au colloque organisé par l'Association française de science politique et l'Association suisse de science politique, "Regards croisés sur l'extrémisme politique de droite en Europe aujourd'hui", Sciences Po Paris, septembre 2004.

2. IVALDI G., Les cultures politiques des sympathisants et adhérents du Front national, Enquête dans le département de l'Isère. PhD in Political Science, IEP of Grenoble, 1994.

3. ORFALI B., *L'Adhésion au Front national : de la minorité active au mouvement social*, Éd. Kimé, 1990.

4. BIZEUL D., Avec ceux du FN. Un sociologue au Front national, Paris, La Découverte, 2003.

5. VAN DONSELAAR J., *Fout na de Oorlog : Fascistische en Racistische Organisaties in Nederland 1950-1990*, Amsterdam, Bakker, 1991.

6. MARAFFI M., "Il partito, I militanti, gli elettori", in CHIARINI R., MARAFFI M., (ed.), *La destra allo specchio. La cultura politica di Alleanza nazionale*, Venezia, Marsilio, 2001.

leur développement futur, on ne dispose aujourd'hui d'aucune étude comparative des militants et militantes d'extrême droite en Europe. Qui milite ? Pourquoi ? Qui reste et qui part ? Qu'est ce qui les rapproche, qu'est ce qui les différencie d'un pays à l'autre ? Telles sont les questions auxquelles notre étude tente de répondre. Enquête transnationale, menée de 1995 à 1999 par une équipe de psychologues sociaux et de politistes dans cinq pays : France, Belgique, Allemagne, Pays-Bas et Italie, elle s'appuie sur plus de 150 histoires de vie de militants complétées par des tests projectifs et quand c'était possible par l'observation des personnes interrogées à leur domicile et dans leur parti. Nous les avons interrogées longuement, elles ont parlé librement. Grâce à leur coopération, nous connaissons un peu mieux l'univers de l'extrême droite et la spécificité de ce type de militantisme politique<sup>7</sup>.

Par "militant" nous entendons des individus qui ne sont pas simples adhérents mais participent activement dans le mouvement, et sont engagés de manière durable au service d'une cause. Par extrême droite nous entendons les mouvements qui sont perçus et situés à l'extrême droite par l'opinion publique de leur pays, principalement les *Republikaner* en Allemagne, le Front national en France, *l'Alleanza nazionale* en Italie, le *Vlaams Blok* (aujourd'hui *Vlaams Belang*) en Belgique, et le *Centrumdemocraten* aux Pays Bas. Pour l'essentiel, les entretiens ont été menés auprès des militants de ces cinq mouvements et des réseaux associés. À titre de comparaison nous avons également fait quelques interviews avec les membres d'organisations plus petites et plus radicales telles que CP86, VNN, NVU, *Nederland's Blok* et *Voorpost* aux Pays Bas, *Voorpost* et NSV en Flandre, *MS-Fiamma Tricolore* et *Fascismo e Libertà* en Italie, *Junge Freiheit* en Allemagne, Action française en France. Mais nous nous sommes surtout intéressés aux membres des mouvements d'extrême droite organisés en partis, qui ont fait le choix de prendre part à la compétition électorale et de respecter les règles de la démocratie représentative. Dans nos cinq pays, le type de mouvement, leur structure, le contexte politique et social, offrent des opportunités différentes au militantisme d'extrême droite. Certains environnements lui sont plus favorables que d'autres.

Plusieurs traits différencient notre étude des approches traditionnelles de l'extrémisme de droite. Elles l'étudient d'abord comme un mouvement so-

---

7. Le projet "Right-wing Extremists" a été lancé par Bert Klandermands en 1994 et financé par l'Université libre d'Amsterdam et le NWO (Netherland's Organisation for Scientific Research). Les participants sont : Bert Klandermands et Annette Linden aux Pays-Bas, Nonna Mayer et Valérie Lafont en France, Bernd Simon et Ludger Klein en Allemagne, Hans De Witte et Kaat Bilsen en Belgique, Patricia Cattalani, Patricia Milesi, Antonio Chirumbolo et Alberto Crescentini en Italie. Voir KLANDERMANS B. and MAYER N., (dir.), *Extreme Right Activists in Europe. Through the Magnifying Glass*, Routledge (à paraître en 2005).

cial. Si la plupart des organisations étudiées ici sont des partis politiques, elles s'inscrivent dans une mobilisation plus large qui dépasse le champ de la politique conventionnelle et prend la forme d'un mouvement social au sens où l'entend Sidney Tarrow : "contestation collective par des individus qui poursuivent des buts communs et solidaires en interaction prolongée avec des élites, des opposants et des autorités"<sup>8</sup>. À la différence des premières études qui insistent sur la dimension irrationnelle de l'extrémisme, des facteurs comme la personnalité et la frustration relative, nous considérons que s'engager dans un mouvement d'extrême droite, comme dans n'importe quel mouvement social, est rationnel. Prendre en compte la dimension intentionnelle, collective et dynamique de ce militantisme a plusieurs conséquences, essentiellement le fait de regarder les mouvements d'extrême droite comme des organisations de mouvement sociaux et leurs militants comme des militants de mouvements sociaux. En particulier nous faisons l'hypothèse que nos interviewé(e)s présentent les mêmes mécanismes socio-psychologiques de base que les autres militants. Ils ont rejoint un mouvement d'extrême droite, à un moment ou un autre de leur vie, parce qu'ils étaient insatisfaits et croyaient à la possibilité de changer les choses. Militer leur offrait la possibilité de le faire, collectivement. Et si l'engagement avait un coût, il offrait aussi des bénéfices. Ils sont restés parce que militer leur procurait des relations, un contact avec d'autres personnes avec qui ils pouvaient échanger et qui les comprenaient. S'engager leur donnait un sentiment d'appartenance, une identité. Tandis qu'intellectuellement le mouvement donnait un sens à leur vie, un cadre d'interprétation du monde où ils vivaient, une clé pour le comprendre.

Nous voyons les mobilisations d'extrême droite contemporaines comme un cycle dans une trajectoire plus longue, au niveau des individus comme des organisations. Reprenant la notion de "structure de rémanence" ("*abeyance structure*") de Verta Taylor<sup>9</sup>, développée dans son étude des mouvements féministes, nous essayons d'explorer les connexions exactes existant entre les mouvements d'extrême droite d'avant guerre et d'après guerre. Certains auteurs considèrent que cette continuité va de soi<sup>10</sup>, d'autres postulent la radicale nouveauté des partis d'extrême droite<sup>11</sup>. Mais on man-

8. TARROW S., *Power in Movement. Social Movements, Collective Action and Politics State* (2<sup>nd</sup> edition), Cambridge, Cambridge University Press, 1994, p. 3.

9. TAYLOR V., "Social Movement Continuity : The Women's Movement in Abeyance", *American Sociological Review*, n°54, 1989, pp. 761-775.

10. SCHEEPERS P., EISINGA R. en LAMMERS J., "Het electoraat van de Centrum Partij/Centrum Democraten in de periode : 1982-1992", *Mens en Maatschappij*, 68, 1993, pp. 362-385.

11. BETZ H.G., *Radical Right Wing Populism in Western Europe*, New York, Saint-Martin's Press, 1994 ; IGNAZI P., "The extreme right in Europe : a survey", in MERKL P.H., WEINBERG L., (eds.), *The Revival of Right Wing extremism in the Nineties*, London, Frank Cass, 1997, pp. 48-49 ; KITSCHELT H. and MCGANN A.J., *The Radical Right in Western Europe : A Comparative Analysis*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1995.

que de recherches systématiques vérifiant si les organisations qui produisent aujourd'hui les idées et les valeurs d'extrême droite ont des liens structurels avec celles qui le faisaient dans le passé, et comment les militants d'extrême droite sont entrés en contact avec ces idées et ces mouvements. Au niveau des individus nous avons essayé de reconstruire leurs trajectoires politiques depuis l'enfance, avec leur part d'imprévu, en insistant sur la socialisation familiale, le rôle joué par l'école, des professeurs et des amis, et l'action socialisatrice des mouvements et réseaux d'extrême droite.

Contrairement à beaucoup d'approches de l'extrême droite, notre recherche est vraiment comparative, ce n'est pas une simple collection de monographies nationales. Le cadre théorique et méthodologique, le guide d'entretien, le plan de codage ont été élaborés collectivement après des discussions intensives et plus d'une douzaine de rencontres sur plus de sept ans. Les résumés des interviews ont circulé, les problèmes d'analyse de données ont été débattus, articles et papiers ont été écrits ensemble. Et le choix même de cinq pays où les partis de la droite extrême tout comme leur environnement revêtent des formes très contrastées permet de tester systématiquement l'impact des facteurs culturels et contextuels sur le militantisme d'extrême droite. Des chapitres thématiques transnationaux complètent les chapitres consacrés à chaque pays, soulignant ce qui rapproche et ce qui sépare les cas étudiés.

Notre approche est véritablement interdisciplinaire. Le projet associe des psychologues sociaux et des politistes. Travailler ensemble nous a obligé à confronter et panacher nos méthodes et nos théories, et comprendre l'engagement à l'extrême droite tant au niveau individuel que social et politique.

Enfin le choix d'une approche qualitative, combinant histoires de vie semi-directives, tests projectifs et observation participante, fournit une base de données unique en son genre. Après la publication du livre et l'anonymisation des interviewés, les interviews seront mis à la disposition de la communauté scientifique et permettront une recherche cumulative.

Nous voudrions, dans cet article, donner un bref aperçu des principaux traits du militantisme d'extrême droite contemporain en Europe et souligner un de ses principaux facteurs structurants, la stigmatisation.

### **Quelques traits caractéristiques**

L'activisme d'extrême droite tel qu'il se dégage de notre enquête peut se résumer en quatre points : il n'est ni si extrême, ni si nouveau, il est xénophobe et nationaliste, il est stigmatisé.

*Pas si extrême.* La première impression que donne ce milieu est en porte à faux avec l'image de marginalité, de pathologie et de violence qu'en offrent des études pionnières comme celles d'Adorno<sup>12</sup> sur les "autoritaires" ou celles de Billig<sup>13</sup> sur les "fascistes". Si nos interviewés forment un groupe très diversifié, en termes de milieu social, d'âge et de diplôme, globalement ils donnent l'impression d'être des personnes tout à fait "normales", socialement intégrées, reliées d'une manière ou d'une autre aux groupes et aux idées *mainstream*. À de très rares exceptions près, ce ne sont pas des admirateurs d'Hitler ou des nostalgiques du Troisième Reich. Qui plus est la majorité d'entre eux ne se considère pas comme d'extrême droite. Si la plupart admettent être de droite, ne serait ce que par opposition aux militants de gauche, ils rejettent massivement le qualificatif d'extrême, étiquette stigmatisante qu'ils réservent à des mouvements plus radicaux.

*Pas si nouveau.* Le débat n'est pas tranché sur la nouveauté ou l'archaïsme des mouvements que nous avons étudiés, dont nous avons volontairement exclu les plus radicaux. Sont-ils les héritiers des organisations fascistes et nazies des années trente ? Ou faut-il y voir des "nouvelles droites radicales"<sup>14</sup>, des "droites post industrielles"<sup>15</sup>, partant de zéro, libérées du passé ? En fait les deux théories enferment une part de vérité. Les mouvements sociaux ne surgissent jamais du néant. Ils sont une combinaison d'éléments neufs et anciens. Verta Taylor<sup>16</sup> a développé son concept de "rémanence" à partir de l'étude du féminisme aux États-Unis. Elle montre comment les mouvements contemporains se sont construits à partir des expériences, des cadres d'interprétation et des savoir-faire des vagues de mobilisation précédentes. Et comment des niches, des lieux de rendez-vous secrets, des réseaux invisibles ont permis au mouvement de survivre malgré des moments difficiles. Il en va de même pour l'extrême droite. Ces mouvements se sont développés et empilés en vagues successives. Au niveau individuel, ce qui est frappant quand on reconstruit les trajectoires politiques de nos interviewés, les chemins qui les ont conduits au militantisme, c'est la continuité avec l'extrémisme de droite d'hier, d'une manière ou d'une autre. La famille est pour nos militants le principal agent de socialisation. En fait, ils appartenaient à la mouvance de l'extrême droite longtemps avant d'adhérer, même si certains d'entre eux appartenaient à une organisation de droite traditionnelle ou plus rarement de gauche. Pour certains il y a eu transmission directe d'un *credo*, le même engagement se transmettant sur trois ou quatre générations, surtout chez les fascistes italiens, les traditionalistes d'Action française et les nationalistes flamands.

12. ADORNO T. et al., *The Authoritarian Personality*, New York, Harper and Row, 1950.

13. BILLIG M., *Fascists : a Social Psychological View of the National Front*, Academic Press, 1979.

14. KITSCHELT H. and Mc GANN A.J., *op. cit.*, 1995.

15. IGNAZI P., "The Silent Counter-revolution : Hypotheses on the Emergence of Extreme Right-wing Parties in Europe", *European Journal of Political Research*, 22 (1), July, 1992, pp. 3-34.

16. TAYLOR V., *op. cit.*, 1989, pp. 761-775.

*Xénophobie et nationalisme.* Les partis d'extrême droite qui se développent aujourd'hui en Europe sont souvent présentés comme des partis "anti-immigrés" ou "xénophobes". Ce qui attire avant tout leurs électeurs, ce qui les différencie des autres partis, sauf peut être pour AN, est fondamentalement le rejet de tous les "autres", immigrés, étrangers, réfugiés, demandeurs d'asile<sup>17</sup>. Pourtant, si l'on devait définir un noyau dur idéologique commun à nos interviewés, ce serait moins la xénophobie que son envers, la préférence nationale, le versant positif de l'attitude ethnocentrique, la valorisation de son groupe d'appartenance. Et le premier groupe, le plus important de tous à leurs yeux serait la nation. Qu'il s'agisse de la nation toute entière comme pour les membres du FN français, des Rep allemands, des hollandais du CD, des italiens d'AN ou du MS-FT, ou d'une région qu'ils voudraient voir indépendante comme pour le VB en Flandre qui se bat pour une grande nation flamande.

*Stigmatisation.* L'autre point commun à nos interviewés, peut être le plus important de tous, est le profond discrédit dont ils souffrent en tant que militants d'extrême droite, même si la plupart d'entre eux rejettent vigoureusement cette étiquette. Elle les associe au nazisme, à l'Holocauste, au mal absolu. C'est leur stigmate spécifique au sens d'un "attribut qui est profondément discréditant"<sup>18</sup>. Le reste de cet article est centré sur la stigmatisation, et en particulier sur le cas hollandais, car dans aucun des pays étudiés le phénomène n'a pris autant d'ampleur qu'aux Pays-Bas. Les médias y présentent les militants d'extrême droite comme des agitateurs pathologiques, des fauteurs de trouble, des fanatiques, des racistes et des antisémites, et les partis d'extrême droite sont associés au nazisme et au fascisme. Ces accusations ne sont pas toujours entièrement dénuées de fondement. Les formations d'extrême droite hollandaise en particulier se caractérisent par un discours violemment xénophobe et leurs dirigeants sont régulièrement condamnés. Mais le problème n'est pas là. Il s'agit plutôt de savoir comment, individuellement, ces militants perçoivent le rejet massif dont ils font collectivement l'objet, et comment ils y réagissent.

## L'expérience de la stigmatisation

Tous nos interviewés expliquent comment ils ont vécu ce discrédit, sous des formes diverses – répression, agressions par les contre-mouvements, ostrac-

17. IVALDI G., "L'analyse comparée des soutiens électoraux du national-populisme en Europe occidentale. Apports et limites des grands programmes d'enquêtes transnationales" dans PERRINEAU P., (dir.), *Les croisés de la société fermée. L'Europe des extrêmes droites*, Tour d'Aigues, Édition de l'Aube, 2001, pp. 147-162.

18. GOFFMAN E., *Stigma, Notes on the Management of Spoiled Identity*, Prentice Hall, Englewood Cliffs, New Jersey, 1963.

cisme social. Les organisations d'extrême droite et leurs membres sont régulièrement assignés devant les tribunaux pour leurs tracts ou leurs propos. Quand elles ne sont pas interdites par les pouvoirs publics, leurs actions et leurs réunions sont interrompues par les mouvements antifascistes ou des contre-manifestations. Dans l'arène politique, leurs représentants sont mis à l'écart ou boycottés. Dans leur vie privée, les interviewées et leurs familles ont fait l'objet de chantages et de menaces, perdu leur travail ou vu fermer leur entreprise, ils ont eu des problèmes avec leur employeur ou leurs collègues. Beaucoup de personnes interrogées ont perdu des amis, ont été exclues d'organisations ou de groupes auxquelles elles adhéraient.

Sur le plan de la répression, les autorités hollandaises ont longtemps interdit toute manifestation de militants d'extrême droite et eu tendance à interdire aussi leurs réunions. En outre leur tract et leur matériel de propagande ont été systématiquement contrôlés et les membres ou l'organisation poursuivis si ce matériel contenait des passages tombant sous le coup de la loi. Un de ces partis, le CD 86, a été poursuivi et déclaré "organisation criminelle", ce qui a entraîné sa disparition. Un de nos interviewés, Ed, se souvient comment lui et d'autres membres du parti dans sa ville ont été encerclés par la police quand il se présentait aux élections sous l'étiquette du CP86.

“À six heures du matin, la police était à la porte. [à votre porte ?] Oui, ils voulaient me voir. J'ai dû aller avec eux, ils me soupçonnaient d'appartenir à une organisation criminelle. Oui, ils peuvent garder n'importe qui pour ça en principe donc, euh... [n'importe qui peut être arrêté ?] oui apparemment, oui, ce n'est pas un problème. Donc j'ai dû aller avec eux, et euh... (...). En principe, ils ne peuvent pas faire grand-chose, mais ils agissaient comme s'ils en avaient le pouvoir. Ils ont commencé tout de suite à vérifier mes étagères. J'ai dit “vous n'avez même pas de mandat de perquisition. Vous pouvez essayer tout ce que vous voulez, mais je ne vais pas me laisser faire”. “Oui, juste un rapide coup d'œil à vos livres”. “Il n'y a rien de particulier là, euh... Oui, ils pouvaient le voir eux-mêmes aussi. L'un d'eux voulait me passer les menottes, mais l'autre a dit “je ne pense pas que vous ayez l'intention de vous enfuir. Non, pensez-y, vous enfuir est totalement inutile”. Alors je suis juste allé avec eux (...). J'ai été maintenu en détention jusqu'à 4 heures, c'est seulement à ce moment-là qu'ils ont commencé leur interrogatoire, et cet interrogatoire a duré jusqu'à 9 heures du soir je crois.” [Ed, 34, *Voorpost*].

L'archétype de l'attaque par des contre-manifestants, cité par tous les interviewés, est l'incendie de l'hôtel à Kedichem en 1986. Les organisations antifascistes hollandaises avaient l'habitude d'encercler les réunions de l'extrême droite quand elles en étaient informées, ce qui entraînait souvent de

violentes confrontations. En conséquence, la plupart des propriétaires de salles avaient tendance à refuser la location à des organisations d'extrême droite. La riposte de celles-ci fut d'essayer de louer des salles en tenant leur identité secrète, ou de s'y rendre individuellement et d'organiser la réunion sur place plutôt que de réserver pour le collectif. Kedichem est une de ces réunions organisée à la fin des années 80 entre des représentants du CD et du CP'86 pour discuter d'une éventuelle fusion. Le mouvement antifasciste fut informé de la rencontre et transforma l'endroit en champ de bataille. Exprès ou par accident, le feu fut mis à l'hôtel et plusieurs participants à la réunion furent gravement blessés, entre autres un de nos interviewés. L'incident conduisit les deux camps à revoir leur stratégie. Louise (67, CD) le décrit en ces termes :

“Ils ont commencé à lancer des projectiles... des pierres pour casser les fenêtres et après ça, ils ont lancé des bombes fumigènes, mais qui étaient en réalité des bombes incendiaires. Donc ils ont lancé des bombes incendiaires à l'intérieur. Au début, ça allait parce que nous pouvions éteindre les bombes avec les nappes qui se trouvaient sur les tables. Mais après, une tenture que nous ne pouvions pas atteindre a pris feu et ça a été le début de la fin. Je suis allée sur le balcon à l'arrière, j'ai attendu un peu et j'ai simplement sauté du balcon. Mais [les autres] tous ont été sur le côté de l'hôtel... ils erraient parce que tout l'hôtel était complètement blanc de fumée... ils devaient trouver leur chemin à tâtons... certains par les caves... d'autres ont sauté par les fenêtres. C'était une fameuse chute. Il y avait au moins trois ou quatre mètres avant de toucher le sol. C'est pourquoi ça s'est si mal passé pour Wil Schuurman [une des membres du CD ] parce qu'ils avaient cassé les vitres, elle s'est ouvert la jambe avec les morceaux de verre. C'était triste, très triste. Ça aurait peut-être pu bien se terminer s'il y avait eu une ambulance immédiatement, mais l'ambulance ne pouvait pas arriver parce que toute la grand-rue était bloquée par les brigades de pompiers... ils ont donc dû la laisser là pendant une demi heure et c'est pour ça qu'ils ont dû lui amputer la jambe... Janmaat [le leader politique du CD] a porté plainte et il y a finalement eu un procès [contre les auteurs de troubles] mais que s'est-il passé ? Ils ont été acquittés parce qu'il s'agissait d'un acte politique. C'est pour cela que c'était permis et ils les ont simplement laissé partir. C'était...ça m'a rendu furieuse...si nous avions fait quelque chose de similaire, nous aurions tous été en prison. Mais eux, ils peuvent s'en sortir.” [Louise, 67, CD].

Beaucoup de nos interviewés pensent que le mouvement antifasciste a le soutien du gouvernement ou en tout cas qu'il est toléré, et cela les exaspère.



C'est visible dans la réaction de colère de Louise quant aux conséquences de l'incident de Kedichem, comme dans le commentaire furieux de Maarten sur ce qu'il analyse comme la politique officielle de la municipalité :

“...le mouvement antifasciste disposait de 20.000 florins juste pour nous combattre. Je veux dire, qu'est ce qui lui a pris, à la municipalité de combattre un parti démocratique avec des fonds publics, après tout, nous sommes enregistrés par le Conseil électoral, nos statuts sont conformes, ce qui signifie que tout est conforme. Ce que je trouve surréaliste. Je peux comprendre que des gens ne soient pas d'accord avec nous, mais je ne pense pas que la municipalité... la municipalité est l'institution de tout le monde, les gens y sont élus et ils racontent leurs histoires, mais je ne pense pas que ce soit le travail de la municipalité... imaginez que vous viviez une ville chrétienne fondamentaliste et que par exemple un parti de femmes libérales voulait se présenter aux élections. Les Pays-Bas tout entiers se révolteraient si la municipalité réservait 30,000 florins pour combattre ce parti... je pense que le gouvernement national et le gouvernement local, de la même manière, vont bien au-delà de leurs prérogatives s'ils emploient les fonds publics pour combattre les partis qui sont acceptées dans l'ordre démocratique, sinon, ils doivent les interdire. En fait, en tant qu'extrémiste de droite ou nationaliste, peu importe comment vous appelez ça, je paie pour me faire interdire !... j'ai vécu cela tellement souvent.” [Maarten, 28, CP'86].

Rendre publique l'appartenance de quelqu'un à l'extrême droite est une stratégie courante du contre-mouvement. D'abord, toute personne connue pour appartenir à une organisation d'extrême droite est recensée sur les sites Internet du mouvement, avec les informations personnelles disponibles la concernant. Ensuite plusieurs de nos interviewés ont découvert dans la presse des révélations sur leur engagement à l'extrême droite. C'est le cas de Willem. Un jour un journal antifasciste avait publié sur lui un article intitulé :”Le commerçant nationaliste” :

“L'article avec le nom du magasin et de la rue avait pour titre “Le commerçant nationaliste” avec des phrases de van Donselaar [un spécialiste de l'extrémisme de droite) comme ‘l'étrange homme, un loup déguisé en agneau, un homme érudit et des plus intelligents.’ Bien, c'était flatteur, bien sûr, en soi, ça m'a fait sourire. Jusqu'à présent, mon activisme n'avait provoqué aucune réaction. C'était dans le journal du jeudi. J'étais mort de trouille, j'avais le cœur dans la gorge. Le lendemain, j'ai rencontré certains collègues qui m'ont tapé sur l'épaule en me disant de ne pas me laisser abattre par eux.” [Willem, 34, Voorpost].

Finalement Willem a dû renoncer à son commerce. Fred (25, *Voorpost*), lui, était présenté ainsi dans le journal local de sa ville :

“À la Une du même journal [qui annonçait son élection] il y avait un article qui disait que tu es... pour ainsi dire, si je peux citer la phrase... une créature horrible, comme un monstre et qui ne devrait pas avoir le droit d’agir. [...] Donc, à la Une et pour faire encore pire, il y avait des informations sur l’endroit où je travaille et sur ce que je fais, et ça a été une raison pour de nombreuses personnes qui n’avaient rien à voir avec l’école de musique d’appeler le directeur de l’école de musique. Savez-vous qui vous employez ? Ce genre de questions. Une avalanche de coups de téléphone [...] au moment où j’ai entendu parler de ça, je me suis d’abord senti... mon Dieu ça foire complètement et oui sur le moment tu es vraiment... à la Une du journal et euh tu le vois, eh bien tu as vraiment peur... Tu penses que tout ton futur s’écroule, c’est ta première réaction et aussi, bien sûr, la peur que les gens te reconnaissent dans la rue et comment tes collègues, les gens à ton travail, ta famille, tes amis vont réagir... Oui, c’est une pression psychologique que tu ressens à ce moment-là... c’est difficile à décrire. Et c’est aussi vraiment un problème à t’empêcher de dormir [...] Heureusement, ça s’est pas si mal passé à la fin mais sur le moment, ton univers s’effondre vraiment.” [Fred, 25, *Voorpost*].

Presque chaque interviewé a des histoires d’exclusion à raconter. Ce sont des amis ou des membres de leur famille qui ne veulent plus les voir, un boulot qu’ils ont perdu ou jamais obtenu, des troubles apportés à la marche de leur affaire. Comme tout le monde, Paula a perdu la plupart de ses amis, mais ce qui l’a bouleversée plus que tout, c’est le fait que son enfant se fasse importuner à l’école :

“‘Tes parents font de la discrimination’ a récemment lancé quelqu’un à Max. J’ai dit à son professeur ‘j’espère que Max peut encaisser ça.’ Parce que Max est déjà inquiet à propos de la mort de son petit frère et maintenant ça. C’est un enfant handicapé mental... Eh bien, c’est si horrible, je trouve ça criminel, que des parents s’en prennent à des enfants handicapés. C’était déjà arrivé avant, oui, et Max est un enfant qui a du mal à se défendre [...]. Il n’est même pas capable de lire les documents que nous utilisons, il n’en a aucune idée. Selon moi, il n’en a d’ailleurs pas besoin, on doit laisser un enfant en dehors de ça, c’est un monde différent. Et pourtant il est harcelé pour ça.” [Paula, 45, NB]

Johan avait prévu de finir sa thèse avant de se présenter aux élections municipales, mais un accident de voiture a contrarié ses projets :

“Je travaillais encore sur ma thèse quand j’ai commencé à faire campagne pour les élections. Quand mon directeur de thèse a su ça, il s’est désisté. Il ne voulait plus diriger ma thèse. Oui parce qu’au début il était très enthousiaste, parce que oui, on allait pouvoir la publier et oui on pourrait en faire un livre, parce que personne n’avait encore écrit sur ce sujet. Donc il était très enthousiaste parce qu’il pensait, bien sûr, que ça pourrait lui rapporter aussi, que son nom serait dessus aussi, mais après il a découvert qui j’étais et alors il n’a plus trouvé si intéressant que son nom soit dessus.” [Johan, 33, CP’86].

Il n’a pas trouvé un autre directeur de thèse et en fait il ne l’a jamais terminée. Edwin a perdu son travail après que son patron l’ait vu à la télévision participant à une manifestation d’extrême droite à Zwolle. C’était la première fois qu’un maire autorisait une manifestation d’extrême droite dans sa commune. Le lundi d’après, quand Edwin est allé au boulot, son patron lui a dit :

“Je t’ai vu à la télévision. Qu’est-ce que tu faisais là ? Je ne veux plus de toi ici. Il n’y a pas de futur pour toi ici’. [...] et bien sûr, certains membres de ma famille n’étaient pas au courant. Ça doit être effrayant tous ces crânes rasés et puis ils pensent : ‘tu en fais partie ? Je t’ai toujours considéré comme quelqu’un de bien’. Tout leur idéal s’est effondré, en quelque sorte.” [Edwin, 29, *Voorpost*]

Rinus, enfin, a perdu ses clients :

“Par exemple avec l’acheteur d’un des services [de la ville d’Amsterdam] j’avais une très bonne relation et puis, à un moment donné il m’a dit, parce qu’il savait, il savait que j’étais membre d’un parti, écoute, je ne parle pas de politique avec mes clients même s’ils sont membres d’un autre parti. Mais après il a dit, c’est quoi ce parti ? J’ai dit, tu veux le savoir ? Eh bien, il a dit, les journaux en son plein. Il a dit : Je vis en Flevoland [la province où Rinus a été élu], hem...tu sais, ça ne m’embête pas, mais les autres employés sont venus me voir et ils ne veulent plus de toi (...) Et j’ai eu d’autres clients qui m’ont dit littéralement que maintenant que tu es membre de ce parti politique tu n’es plus le bienvenu. C’est à prendre ou à laisser. Eh bien, je l’ai pris !” [Rinus, 66, NNP].

## Faire face à la stigmatisation

L'impact de la stigmatisation semble dépendre de la manière dont nos interviewés en sont arrivés au militantisme. Pour les uns leur engagement s'inscrit dans une continuité, pour d'autres c'est une conversion, pour d'autres enfin c'est de l'ordre de la dépendance. La *continuité* caractérise les histoires de vie où l'adhésion et la participation au mouvement sont une conséquence naturelle de la socialisation politique antérieure<sup>19</sup>. Elle place l'engagement au centre de la trajectoire biographique du militant<sup>20</sup>. La *conversion* renvoie aux trajectoires où l'engagement dans un mouvement social équivaut à une rupture avec le passé. Souvent des événements critiques jouent un rôle crucial dans ces histoires de vie. Blee<sup>21</sup> par exemple observe que les femmes qu'elle a interrogées sur leur appartenance au Ku Klux Klan font systématiquement référence à une expérience personnelle dramatique (un accident de voiture, un viol) qui a déclenché la décision de s'impliquer dans un mouvement politique radical. À ces deux types de trajets vers l'activisme d'extrême droite observés chez nos interviewés, continuité et conversion, s'ajoute un troisième, *la dépendance*. On entend par là la situation où les personnes sont devenues militantes plus ou moins malgré elles. Plutôt que d'être poussées par leur propre désir de militer, ce sont des circonstances souvent indépendantes de leur volonté qui les ont tirées vers l'engagement<sup>22</sup>.

Continuité, conversion et dépendance sont trois voies que nos interviewés peuvent prendre quand ils nous racontent leur histoire. Que leur récit corresponde ou non la vérité n'est pas notre problème. C'est ce qu'il reflète qui compte en soi : le passé tel qu'ils le reconstruisent. Dix-neuf des interviewés hollandais nous ont raconté une histoire marquée par la continuité, huit par une conversion, et neuf par la dépendance. Les histoires de continuité sont soit des témoignages sur l'engagement de toute une vie au service de l'extrême droite, soit une longue quête par des explorateurs du politique passant d'un point d'ancrage à un autre. Dans ce groupe neuf personnes appartenaient à la première catégorie, celle des "révolutionnaires", et dix à la seconde que nous avons appelés les "explorateurs". Les huit qui nous ont parlé de conversion évoquaient tous des événements qui ont changé leur vision du monde et les ont rendu réceptifs à l'appel de l'extrême droite. Les histoires de dépendance décrivent quelqu'un qui n'était a priori pas particulièrement

19. ROTH S., *Building Movement Bridges. The Coalition of Labor Union Women*, Westport, Praeger, 2003.

20. ANDREWS M., *Lifetimes of Commitment. Aging, Politics, Psychology*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991 ; Teske 1995.

21. BLEE K., *Inside Organized Racism. Women in the Hate Movement*, Berkeley, U. of California, 2002.

22. Ces "dépendants" sont proches du type des "assujettis" décrits par Birgitta Orfali (1990) dans son analyse des militants du FN.

attiré par la politique et que des amis ou des membres de sa famille ont convaincu de s'engager activement à l'extrême droite.

Tous les interviewés hollandais, on l'a vu, ont dû faire face à une forme ou l'autre de stigmatisation parce qu'ils étaient perçus comme des militants d'extrême droite. Comment ont-ils géré une image aussi négative véhiculée dans l'opinion publique et les médias ? Cela leur a-t-il posé problème au moment où ils envisageaient d'adhérer ou cela ne leur est-il même pas venu à l'esprit ?

Pour les 'révolutionnaires' le stigmate n'a pas été un problème. Au contraire ils étaient fiers d'être des parias. Ils étaient aussi les seuls qui n'avaient pas de difficulté à affirmer leur affinité idéologique avec le nazisme et le racisme. Hans par exemple, faisant référence à d'éventuels sacrifices, dit :

“C'est une obligation, j'ai une obligation envers le peuple, envers mon peuple. Aux autres qui ont une grande gueule mais qui ne font jamais rien je peux toujours dire : “ne me condamne pas si quelque chose échoue, j'ai travaillé dur pour ça, tu aurais pu en faire de même” Je considère vraiment ça comme une obligation envers mon peuple.”

Et interrogé à propos du racisme de l'extrême droite :

“Je pense que les personnes qui ont travaillé ici, les travailleurs immigrés, que naturellement ils doivent être payés... mais qu'ils doivent quitter le pays... ça, ça doit être clair... Je suis pour une Europe blanche... ça doit être clair... Je ne vais pas garder ça secret... je suis contre le mélange des races, je suis totalement contre”. [Hans, 35, CP'86/*Voorpost*].

Son camarade Corest encore plus explicite :

“Je ne suis pas un raciste. Je suis un national socialiste. Hitler avait établi des divisions entre Géorgiens, Azéris, musulmans. Si tu lis *Mein Kampf* il écrit à propos des *Über-* et *Untermenschen* comme il les appelle mais je ne suis pas d'accord avec ses termes. Je dis simplement qu'ils sont tous pareils, mais qu'ils doivent déguerpir d'ici. Et les juifs sont les pires de tous. [...] Patriote, oui, je trouve que c'est une phrase dégoûtante. Les pires personnages dans ce pays sont ceux qui [vénèrent] notre drapeau, nos dirigeants, c'est un tel cliché. Mon symbole c'est la svastika et mon leader c'est Adolf Hitler.” [Cor, 30, CP'86].

Les explorateurs politiques et ceux qui racontent une histoire de conversion ou de persuasion nient au contraire tout lien avec le racisme et le nazisme et s'en démarquent d'emblée. Selon les termes de Jeanne :

“Ce terme d’extrême est une étiquette donnée par la presse. Tu es de droite ou de gauche, mais l’extrémisme fait que tu es comparé au CP’86 et ça c’est de l’adoration d’Hitler. Je trouve ça horrifant, je ne peux vraiment pas supporter ça. Et le fait que nous sommes tous mis dans le même panier, je trouve ça difficile parce que c’est difficile de se débarrasser de cette étiquette parce qu’on n’a pas l’opportunité d’expliquer ce qu’on est et ce qu’on fait. J’abhorre Hitler et la persécution des Juifs, vraiment, ce genre de choses me fait frémir.” [Jeanne, 56, CD].

Ou encore Harry :

“Il y a une énorme différence entre le CP’86 et le CD, bien sûr. Et ce que je ne tolérerai absolument pas et ce que je n’ai jamais vu quelqu’un faire, ce sont ces idées de la Seconde Guerre Mondiale. Ça je trouve absolument inacceptable. Si dans un meeting, près de moi, quelqu’un levait la main [le salut hitlérien] je le jetterais en bas de son siège immédiatement, parce que je trouve horrible que de telles choses se produisent.” [Harry, 45, CD].

Pourtant ils ont rejoint un mouvement qui avait une image très négative. Les “persuadés” ont tendance à ignorer la stigmatisation ou à ne pas y penser Paula, par exemple, qui s’est engagée alors que son mari était déjà activement engagé à l’extrême droite depuis longtemps, raisonne ainsi :

“J’étais déjà isolée, pour moi, le pas n’a pas été difficile, bien sûr. J’étais déjà isolée à cause de la profession de mon mari. Depuis quelque temps déjà je n’avais plus beaucoup de connaissances ni d’amis. De toute façon, je n’avais pas beaucoup de relations en dehors des membres du parti et des amis qu’on peut avoir. Les personnes qui faisaient ma connaissance, quand elles apprennent qui je suis elles ne veulent plus de moi. Eh bien je vis ça depuis tellement d’années déjà, ça fait mal, mais je ne m’en fais plus.” [Paula, 45, NB].

Quand Maarten a pris conscience des sympathies politiques de ses amis dans le mouvement, il a été quelque peu choqué parce qu’il avait appris à l’école et dans sa famille que c’étaient des gens dangereux, mais :

“Vous devez tenir compte du fait que j’étais avec eux uniquement parce que nous sortions tous ensemble. [...] Je n’étais pas avec eux pour des raisons politiques, mais parce que nous sortions ensemble. De temps à autres nous discutons, mais ça ne les gêne pas de discuter.” [Maarten, 28, CP’ 86].

Jeanne ne s'y attendait pas et elle a pris la stigmatisation de plein fouet. Cela a signifié pour elle un énorme changement dans sa vie. Ses amis réagirent de manière extrêmement négative, y compris sa meilleure amie :

“Ça a été un grand choc pour moi. Je la connais depuis que j'ai cinq ans. On était amies pour tout, dans la joie et dans la peine. Elle était comme une sœur pour moi. Puis son mari nous a appelés pour nous dire qu'ils avaient retiré notre adresse de leur carnet d'adresses et qu'ils ne voulaient plus rien avoir à faire avec moi. J'ai reçu ça en pleine figure, je ne pouvais pas le croire. Qu'est-ce qui m'arrivait ? Ce sont tes meilleurs amis, tu sais. Si c'est tes meilleurs amis ils devraient te parler, te voir, te dire 'je ne te comprends pas, peux-tu m'expliquer ?' Où, j'essaie de te comprendre mais je ne suis pas d'accord avec toi'. Oui, ça m'a blessée vraiment très fort.” [Jeanne, 56, CD].

Les plus touchés furent sans doute les explorateurs et les convertis. Pour eux c'était une vraie transition, qu'aucun ne prit à la légère. Pieter, par exemple, a passé deux ans à attendre, s'informer, parler aux gens dans les meetings. Et c'est seulement après avoir compris que beaucoup de membres du CD étaient des gens ordinaires comme lui qu'il a franchi le pas pour devenir membre. Mark décide d'écrire une lettre à ses amis et de se dégager de toutes ses responsabilités sociales. Mattijs qui adhère au CD en 1989 commence par consulter ses enfants :

“J'y avais déjà longtemps réfléchi. Depuis le tout début de l'existence du CD, je voulais appeler pour devenir membre. Mais j'ai pensé, pourquoi devrais-je faire ça et pour les enfants bien sûr. J'ai un fils qui travaille comme agent de sécurité, j'ai un fils qui a un hôtel dans cette ville, donc vous devez consulter vos enfants [...] ils doivent être d'accord. [...] Un jour, il y a eu un meeting ici, et ils ont poussé la voiture de Janmaat dans l'eau, c'était à l'hôtel Zeezicht. Un mois plus tard les parents de ma belle-fille étaient toujours menacés. C'est pour ça que j'ai demandé aux enfants, ils ont répondu tu dois le savoir toi-même. Aussi, quand j'ai inscrit mon nom sur cette liste, ils ont dit 'papa, si tu penses devoir le faire et si tu veux être sur cette liste, c'est ton affaire'.” [Mattijs, 59, CD].

## Conclusion

La stigmatisation se manifeste sous des formes diverses, répression par les pouvoirs publics, attaques par des contre mouvements, exclusion par son milieu social. Quoique certains de nos interviewés aient été pris par surprise, la plupart semblaient s'attendre à rencontrer des difficultés. À l'évidence, cela ne les a pas empêchés de rejoindre le mouvement, même si a posteriori certains aient pu souhaiter avoir fait un autre choix à l'époque. Les militants ont réagi à la stigmatisation de différentes manières selon leur trajectoire d'entrée dans le mouvement. Ceux qui étaient depuis longtemps attirés par l'extrême droite, les révolutionnaires, ont tiré de la fierté de leur stigmatisme. Ceux qui furent amenés au militantisme malgré eux, les dépendants, ont eu plus de mal à s'en accommoder, ne serait-ce que parce qu'ils étaient les moins préparés. Les explorateurs et les convertis étaient beaucoup plus aguerris entre autre parce qu'ils étaient les plus désireux d'entrer dans le mouvement. Aucun n'a pris ce passage au militantisme d'extrême droite à la légère. Toutefois la stigmatisation n'a pas été la principale raison d'un éventuel désengagement, ce sont plutôt les problèmes internes au mouvement, les conflits, l'incompétence des dirigeants qui ont conduit de nombreux militants à partir. L'échec électoral de l'extrême droite hollandaise en 1998 a bien sûr attisé le phénomène, mais il faut rappeler que malgré cet échec près des trois quarts de nos interviewés sont restés dans la mouvance de l'extrême droite, même si c'est parfois dans une autre organisation que celle à laquelle ils appartenaient au moment de l'entretien.

Le contexte hollandais est donc comme un miroir grossissant de l'ostracisme persistant qui frappe les partis d'extrême droite et leurs militants. Dans notre enquête la réprobation atteint son point culminant aux Pays-Bas et en Allemagne. Là le fait d'être un militant d'extrême droite non seulement isole du reste de la société mais peut mettre en danger son emploi, sa carrière, voire sa vie. Elle est à son plus bas niveau en Italie, où un parti comme AN, qui a réalisé une mue politique, fait aujourd'hui partie intégrante de l'establishment politique. Cette hiérarchie se reflète dans les jugements d'experts rassemblés par Wouter van der Brug et Joost van Spanje dans leur étude de la politique du 'cordon sanitaire' appliquée à l'encontre des partis 'anti-immigrés' en Europe. Parmi les onze pays étudiés, sur une échelle de sévérité de ce cordon sanitaire allant de zéro à dix, les scores les plus élevés sont obtenus par les *Republikaner* allemands, le *Centrumdemocraten* hollandais et le Front national belge (9,4 ex aequo). Ce sont trois mouvements qui n'ont jamais réussi à décoller sur le plan électoral, jamais développé de structure partisane viable. Ensuite on trouve le *Vlaams Blok* (aujourd'hui *Vlaams Belang*) avec 8,6, et le FN français avec 7,5. Deux mouvements qui au contraire ont réussi sur le plan partisan et électoral mais sont exclus du gouver-



nement par la stratégie des autres partis<sup>23</sup>. À l'autre bout on trouve les mouvements qui non seulement ont attiré des électeurs et des militants mais ont aussi réussi à accéder au pouvoir, le FPÖ autrichien (4,3), la *Lega Nord* italienne (2,3) et tout en bas le parti de Fini, *l'Alleanza nazionale* (1,9). La hiérarchie de cet ostracisme reflète avec précision le succès politique de ces mouvements. Plus ils sont stigmatisés, plus le coût de l'adhésion y est élevé, plus leur développement électoral et partisan est difficile.

Pourtant, paradoxalement, cette stigmatisation peut aussi être une ressource pour le mouvement, dans la mesure où elle aide à le faire tenir ensemble. Il y a quelques années la journaliste française et militante d'extrême gauche, Anne Tristan, adhérait à une section locale du Front national, dans les quartiers défavorisés du nord de Marseille. Elle partagea la vie des militants durant deux mois. Elle conclut le livre tiré de son expérience en reprenant à leur propos une citation d'Albert Cohen racontant son expérience de l'antisémitisme à Marseille : "de braves gens qui s'aiment de détester ensemble"<sup>24</sup>. Cela s'applique assez aux militants que nous avons interrogés. Mais on peut aussi retourner la phrase : ils s'aiment d'autant plus fort qu'ils sont détestés ensemble. Et la stigmatisation qu'ils subissent est en quelque sorte symétrique de celle qu'ils infligent généralement aux "autres", aux étrangers, aux immigrés, aux minorités.

---

23. VAN DER BRUG W. and VAN SPANJE, "Consequences of the Strategy of a 'Cordon Sanitaire' against Anti-immigrant Parties", paper prepared for the ECPR joint sessions of workshops, workshop 17 'Effects of Incumbency on Organisations of Radical Right-wing Parties' 13-18 April, Uppsala, 2004.

24. TRISTAN A., *Au Front*, Paris, Gallimard, 1987.